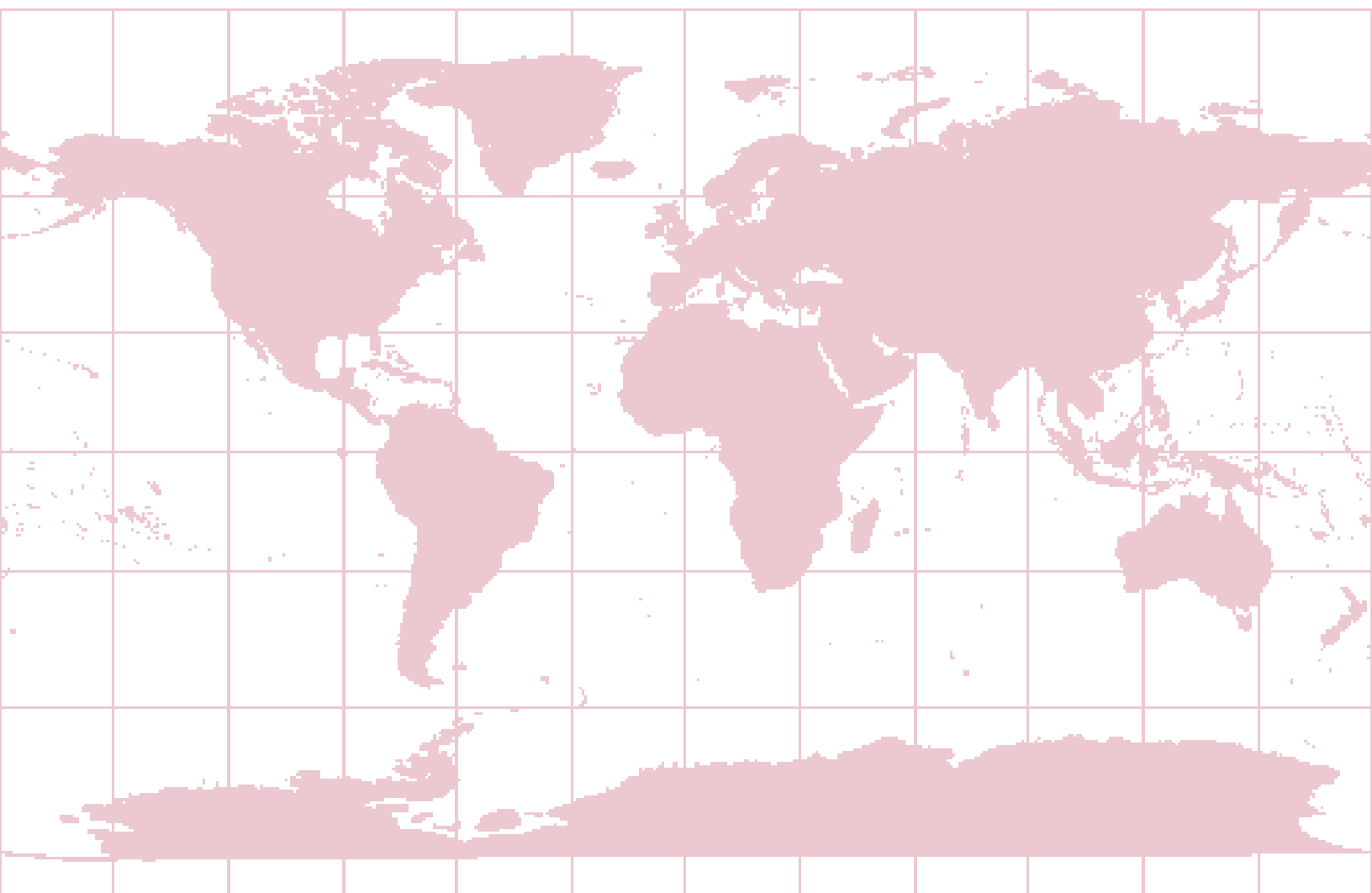


Situation et Perspectives de l'Économie Mondiale 2006



Nations Unies
New York, 2006

L'intégralité de la publication est disponible à l'adresse suivante : <http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html> et n'existe qu'en version anglaise sous le titre de "World Economic Situation and Prospects 2006".

Résumé

Les perspectives globales

Croissance modérée de l'économie mondiale pour 2006

La croissance de l'économie mondiale s'est considérablement ralentie en 2005 après la forte expansion survenue en 2004. Les prévisions pour 2006 font état d'une croissance modérée de l'ordre de 3 pour cent, qui correspond à la moyenne enregistrée au cours de la décennie.¹ L'économie des Etats-Unis d'Amérique reste la principale locomotive de la croissance mondiale mais la dynamique de croissance amorcée en Chine, en Inde et dans d'autres pays à forte croissance économique devient de plus en plus importante. La croissance économique de la plupart des pays développés s'est ralentie en 2005 et aucune reprise n'est prévue pour 2006. La croissance se modérera à 3.1 pour cent aux Etats-Unis tandis que l'Europe continuera d'afficher une performance atone, avec une croissance de l'ordre de 2.1 pour cent en 2006. La reprise continuera au Japon, bien qu'à un rythme très modéré, à savoir 2 pour cent.

Croissance robuste mais insuffisante dans les pays les plus pauvres

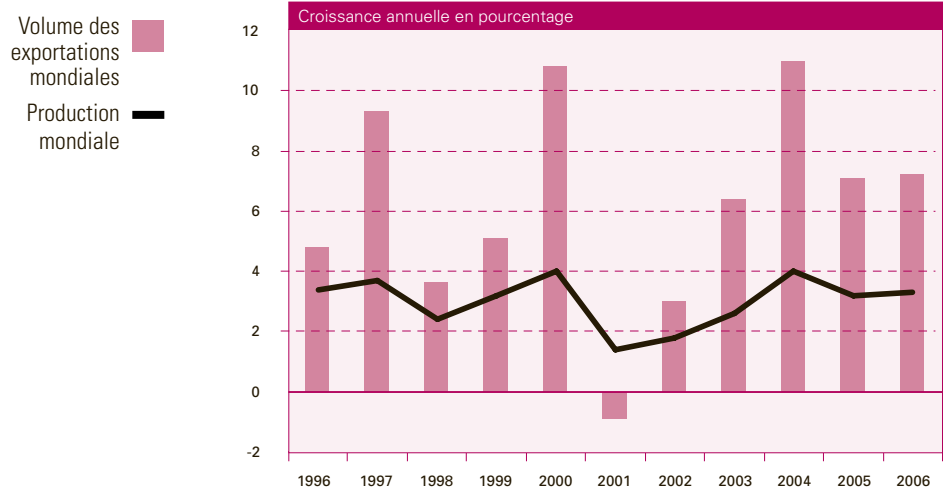
De façon générale, la croissance dans bon nombre de pays en développement et d'économies en transition se situe nettement au delà de la moyenne mondiale. En moyenne, les économies des pays en développement devraient croître à un taux de 5.6 pour cent, et celles des pays en transition de 5.9 pour cent, malgré les obstacles plus sérieux auxquels ces pays feront face en 2006. Quoique la Chine et l'Inde demeurent de loin les économies les plus dynamiques, les autres pays du Sud et de l'Est asiatique devraient connaître une croissance de plus de 5 pour cent. L'Amérique latine est à la traîne avec une croissance d'environ 3.9 pour cent tandis que la croissance économique du continent africain continue d'être robuste, se situant au-dessus de 5 pour cent. Les pays les moins avancés (PMA) font mieux avec une croissance de 6.6 pour cent, de loin leur meilleure performance depuis des décennies. Même si cette performance est maintenue, il n'en demeure pas moins que le niveau de croissance par individu dans nombre de ces pays reste en dessous du niveau requis pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015. De plus, cette poussée est liée à la hausse des cours d'exportation des matières premières, phénomène qui peut s'avérer ne pas être durable à long terme. Par contre, les pays en développement et les PMA importateurs nets de pétrole et de produits agricoles sont négativement affectés par la hausse du coût d'importation de pétrole et de denrées alimentaires.

Une croissance atone de l'emploi dans le monde

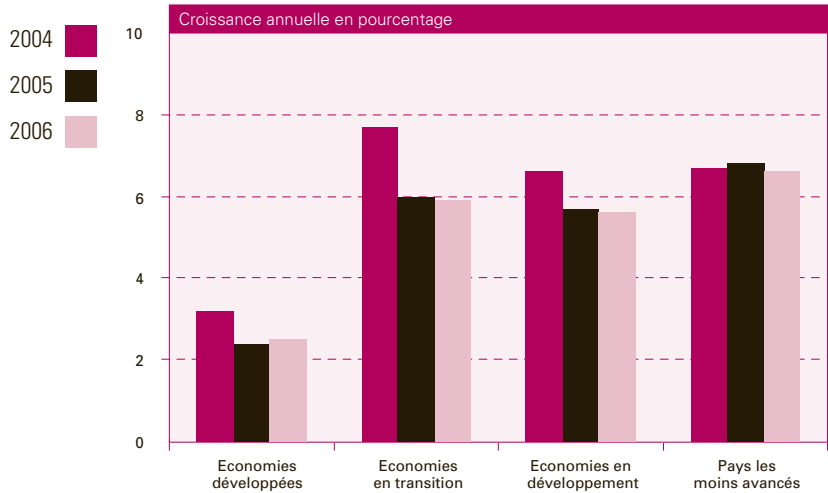
La situation de l'emploi dans le monde demeure insatisfaisante. Cet état de fait s'explique en partie par le ralentissement de la croissance. Le plus grave est que le niveau de création d'emplois reste insuffisant par rapport à l'accroissement de la main-d'œuvre disponible dans

¹ La croissance est estimée aux prix du marché. La croissance de l'économie mondiale mesurée par le poids de parité de pouvoir d'achat est estimée à 4.3 pour cent pour 2005 et projetée atteindre 4.4 pour cent en 2006.

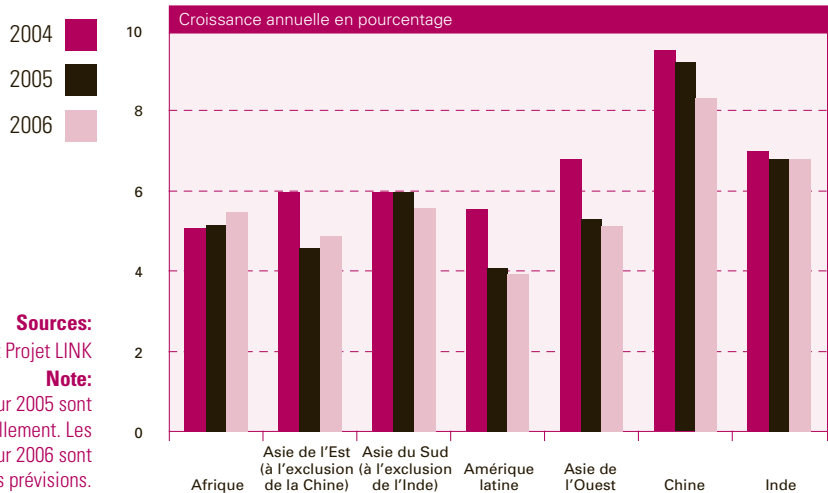
La croissance économique mondiale ralentit mais reste robuste pour la décennie



La croissance dans les pays en développement et les économies en transition est plus forte que dans les pays développés



La croissance est ralentie dans la plupart des régions en développement mais la croissance est plus forte en Afrique



Sources:
NU/DAES et Projet LINK

Note:
Les chiffres pour 2005 sont estimés partiellement. Les chiffres pour 2006 sont des prévisions.

la majorité des pays. Par conséquent, le niveau de chômage est largement plus élevé qu'avant la récession mondiale de 2000-2001 dans un grand nombre de pays. Malgré leur solide croissance économique, de nombreux pays en développement continuent d'enregistrer des taux élevés de chômage structurel et de sous-emploi, qui limite du coup l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté.

Une inflation en hausse largement induite par la montée du prix du pétrole

Le taux d'inflation est en hausse dans le monde, à cause principalement du prix du pétrole. Les taux d'inflation de base, qui excluent les composantes les plus volatiles telles que les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, demeurent stables. Ceci indique que l'influence de prix plus élevés de pétrole sur l'inflation en général reste faible. Dans la plupart des pays du monde, les agents économiques semblent anticiper un taux d'inflation faible et stable durant 2006. Cependant, certaines pressions inflationnistes devront être examinées, surtout si le prix du pétrole reste élevé.

Les conséquences négatives des cours élevés du pétrole se feront sentir davantage

Les cours élevés du pétrole continuent de peser lourdement sur un nombre croissant de pays importateurs de pétrole. Suite à l'accroissement initial du prix du pétrole, de nombreux pays ont adopté des mesures visant à protéger leurs consommateurs. Ces mesures consistent à introduire ou à renforcer les contrôles de prix et les subventions. Ces mesures sont devenues de moins en moins viables vu la persistance des cours élevés du pétrole, entraînant ainsi la transmission de la hausse aux consommateurs. A long terme, les politiques énergétiques des pays importateurs de pétrole devront chercher à améliorer l'efficacité et à trouver des sources d'énergie alternatives. Les pays exportateurs de pétrole continuent de bénéficier de la hausse des cours du pétrole mais les revenus générés par cette hausse engendrent des pressions inflationnistes et une appréciation du taux de change réel. Le défi de la politique macro est de faire en sorte que ces gains entraînent à l'avenir un développement économique favorable à l'homme.

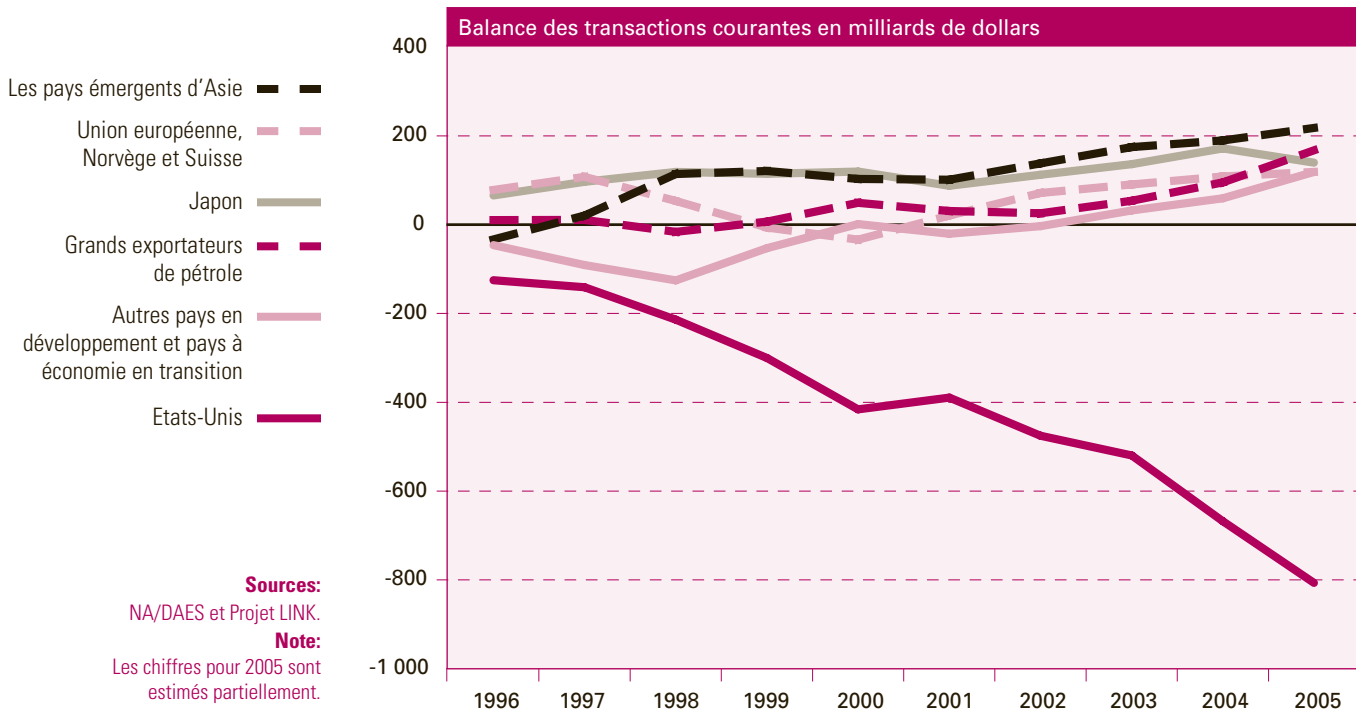
Les déséquilibres mondiaux engendrent un risque à la baisse

Les déséquilibres mondiaux se creusent davantage

Des incertitudes persistent tant sur le niveau de croissance prévu que sur la relative stabilité de l'économie mondiale. L'éventualité d'un ajustement désordonné des déséquilibres macroéconomiques dans les principales économies constitue un risque majeur susceptible de mettre en péril la stabilité et la croissance de l'économie mondiale.

Les déséquilibres mondiaux se sont creusés davantage en 2005. Le déficit actuel des Etats-Unis a dépassé la barre des \$800 milliards et est compensé par l'accroissement des surplus dans d'autres régions, notamment en Europe, en Asie de l'Est et dans les pays exportateurs de pétrole. Dans plusieurs pays, l'accroissement des surplus d'épargne semble être essentiellement dû à la stagnation ou à la réduction des taux d'investissement.

Les déséquilibres mondiaux s'accroissent



L'investissement mondial a été "anémique"

Le taux d'investissement mondial décline depuis longtemps ayant atteint un niveau historique très bas en 2002, suivi par une légère reprise, mais demeurant en dessous de 22 pour cent du produit mondial brut. Par conséquent, il serait inapproprié de parler "d'excès d'épargne mondiale" comme l'ont fait certains analystes pour décrire la situation macroéconomique mondiale. L'investissement a été plutôt "anémique" dans la majorité des pays ayant enregistré un surplus de la balance des comptes courants, la Chine étant l'une des exceptions parmi les économies dominantes. Plus précisément, la croissance de l'investissement des entreprises a été très faible depuis 2001 et ce, malgré la solidité de leurs comptes courants et les profits généralement élevés des entreprises et les faibles taux d'intérêt dans le monde. Une reprise de l'investissement en 2006 est attendue, ce qui pourrait stimuler la croissance économique. Cependant, ceci ne supprimerait pas pour autant le risque d'un ajustement désordonné des déséquilibres macroéconomiques dans les économies dominantes.

Un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux présente un danger évident et imminent

Malgré de faibles taux d'intérêt dans le monde et une grande liquidité sur les marchés financiers mondiaux, il y a de bonnes raisons de s'inquiéter de la durabilité des déséquilibres globaux. Le déficit courant américain continue de s'accroître à un rythme accéléré. L'accroissement de l'endettement extérieur américain qui en résulte pourrait diminuer l'appétit des investisseurs étrangers à détenir des actifs en dollars. Ceci pourrait précipiter une dépréciation du dollar des Etats-Unis et un ajustement soudain et désordonné des déséquilibres globaux.

Un réalignement du taux de change n'est pas la solution

En 2005, les taux de change des monnaies dominantes n'ont pas évolué dans le même sens que celui des déséquilibres globaux. Le cours du dollar américain s'est largement redressé vis-à-vis de l'euro et du yen. Ceci n'a pas facilité la réduction du déficit extérieur des Etats-Unis. Par contre, une dépréciation du dollar pourrait y contribuer mais cette dépréciation devrait être très élevée vu la taille et de la nature du déficit. Une forte dépréciation de la réserve monétaire internationale n'est pas souhaitable en ce sens qu'un ajustement ordonné des déséquilibres mondiaux permettrait d'éviter une chute vertigineuse du dollar. Une forte dépréciation du dollar aurait pour corollaire d'importantes pertes financières chez les détenteurs d'actifs libellés en dollars. Ce scénario pourrait mettre à rude épreuve la confiance dans le dollar et amener les investisseurs étrangers à se détourner des actifs en dollars. Le dollar s'est un peu déprécié vis-à-vis des monnaies de beaucoup de pays en développement en 2005, entraînant des baisses d'actifs financiers, surtout dans les pays détenant d'importantes réserves en dollars. Pour autant, ceci n'a pas permis d'empêcher la hausse des déséquilibres globaux comme cela s'est produit avec la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro et du yen en 2003 et 2004.

Des dilemmes quant au choix des politiques de gestion du taux de change et des réserves dans les pays en développement

Un certain nombre de pays en développement se trouvent confrontés à un dilemme quant aux politiques à adopter face aux pressions montantes touchant les taux de change et à l'accroissement de leurs niveaux de réserves de change. Nombreux sont les pays qui ont décidé d'intervenir sur les marchés de change afin d'éviter plus de perte de compétitivité, tout en adoptant des politiques monétaires actives leur permettant d'éviter des pressions inflationnistes résultant de l'augmentation des disponibilités monétaires, elles-mêmes causées par des réserves accrues. Celle-ci s'est accrue à la faveur de l'augmentation des réserves de change qui, en retour, a généré des pressions inflationnistes. Les politiques de change et de gestion des réserves peuvent faire face à des politiques contradictoires. D'une part, préserver la compétitivité du taux de change demeure un objectif crucial de la politique macroéconomique dans les pays ouverts et tout manquement à ce principe peut avoir des conséquences sur la croissance économique et la création d'emplois. D'autre part, une accumulation de réserves dans ces économies représente un transfert de ressources vers les pays émetteurs de monnaies, servant de réserves de change, à un prix équivalent à la différence entre le coût des emprunts extérieurs et les revenus (plus faibles) générés par les réserves de change étranger. Le défi est de trouver un niveau approprié de réserves monétaires compatible avec le degré souhaité de compétitivité du taux d'échange.

Autres risques vers la baisse

Les cours du pétrole pourraient se maintenir à des niveaux élevés

La récente tendance à la hausse des cours du pétrole est principalement liée à la demande. En conséquence, les effets négatifs sur le bien-être mondial ont été largement compensés par une croissance mondiale soutenue. A court terme, cependant, le marché mondial du pétrole

continuerait d'être serré, notamment en raison du peu d'investissement dans la capacité de production mondiale au cours de la dernière décennie et du fait que l'offre avoisine les capacités de production existantes. Les cours du pétrole pourraient, dès lors, se maintenir à des niveaux élevés dans le futur proche. De plus, les prix peuvent être très vulnérables aux chocs tels que les catastrophes naturelles et les attaques terroristes. La croissance économique mondiale sera sérieusement ébranlée si la hausse des cours du pétrole est due à une disponibilité limitée comme cela a été le cas dans les années 70 et au début des années 80. Récemment, l'investissement étranger direct dans le secteur du pétrole s'est accru dans le monde et les gouvernements de nombreux pays exportateurs de pétrole ont annoncé de nouveaux plans d'investissement et des incitations à la production. Ceci devrait accroître la capacité de production mondiale. Si, en plus, les pays importateurs de pétrole prennent des mesures pour réduire structurellement la consommation d'énergie fossile, le prix du pétrole pourrait baisser dans le moyen terme.

La fin de la bulle immobilière ?

Un renversement de tendances dans les pays ayant connu une hausse importante et prolongée du prix de l'immobilier pose un autre risque à la baisse pour la stabilité de la croissance mondiale. L'expansion du secteur de l'immobilier a été un élément déterminant de la croissance dans un (?) nombre de ces pays. Les effets d'accroissement important d'opulence, résultant de la hausse du prix de l'immobilier, ont entraîné une consommation accrue de la part des ménages. Cependant, de nombreux indicateurs de l'immobilier sont à des niveaux historiquement élevés dans ces pays et il existe des signes tangibles de poursuite d'activités spéculatives. Un refroidissement du secteur immobilier pourrait, dès lors, entraîner une modération de la croissance économique globale, à l'instar de ce qui s'est passé en Australie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans plusieurs pays européens. De plus, la chute du prix de l'immobilier accroît le risque de faillite et pourrait entraîner dans son sillage des crises bancaires. Certains de ces pays connaissent également d'importants déficits extérieurs et une faible épargne des ménages. Une chute vertigineuse du prix de l'immobilier dans l'une des économies les plus importantes pourrait précipiter un ajustement brutal et déstabilisateur des déséquilibres mondiaux.

Le coût d'une pandémie de la grippe aviaire

Les risques d'une pandémie de la grippe aviaire ne sont pas à exclure. La récente crise de la grippe aviaire dans certains pays a déjà entraîné des pertes économiques importantes et a coûté la vie à plus de soixante-dix personnes dans le monde. Le monde n'est pas suffisamment préparé à une crise de nature pandémique. Les coûts macroéconomiques potentiels liés à une telle pandémie pourraient s'avérer énormes.

Les défis en matière de politiques susceptibles de corriger les déséquilibres globaux

La nécessité d'une coordination de politique macroéconomique à l'échelle internationale

Afin de réduire les risques liés à un ajustement désordonné des déséquilibres globaux, les principales économies de la planète devraient, à moyen terme, coordonner leurs politiques macroéconomiques. Il doit être admis qu'un ajustement ordonné des déséquilibres prendra du temps. Ceci est le cas, premièrement, parce que les caractéristiques de l'épargne et de l'investissement ne changent pas facilement, et deuxièmement, parce que l'ajustement d'une divergence aussi marquée entre les actifs nets étrangers et les engagements extérieurs nécessite un changement de longue durée des équilibres entre épargne et investissement dans les économies dominantes. Concrètement, l'ajustement nécessitera des mesures stimulant l'épargne dans les pays déficitaires et l'investissement ou, plus généralement, des dépenses nationales dans les pays ayant des surplus. Les États-Unis en particulier devraient stimuler l'épargne des ménages et corriger le manque d'épargne publique. L'Europe devrait maintenir de faibles taux d'intérêt de sorte à stimuler sa demande intérieure et ce d'autant plus que le recours à une expansion budgétaire semble être limité dans la plupart des pays. Plus d'efforts devraient être faits pour redonner de l'essor à l'investissement, ce que les réformes structurelles des dernières années n'ont pas permis d'accomplir. Au Japon, la réforme du secteur financier devrait se poursuivre et les incitations fiscales pour stimuler l'investissement privé devraient être renforcées. Plusieurs pays asiatiques ayant des surplus devraient accroître leurs taux d'investissement privé et public, tandis que la Chine devrait donner de l'essor à sa consommation et s'assurer qu'elle soit aussi large que possible. Les pays exportateurs de pétrole devraient accroître leurs dépenses dans le domaine social. Ils devraient également augmenter leurs investissements tant dans la production de pétrole que dans la diversification de leurs structures de production. Le contrôle de la coordination internationale des politiques devrait revenir naturellement au Fonds monétaire international, étant donné la nature de cette coordination.

Mobiliser des ressources financières pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (ODM)

Par ailleurs, toutes les économies dominantes devraient contribuer à la mobilisation de ressources financières additionnelles pour aider les pays les plus pauvres à atteindre les ODM conformément aux accords internationaux. Afin de favoriser un processus d'ajustement global, qui soit à la fois équitable et ordonné, les principaux pays développés et émergents jouissant de surplus en Asie et en Europe, ainsi que les principaux pays exportateurs de pétrole, devraient contribuer davantage au développement mondial en dirigeant un montant accru de leurs épargnes excédentaires vers les pays en développement qui manquent de financements adéquats pour leurs besoins en matière d'infrastructures économiques et sociales.

Commerce international

Le commerce mondial continue de croître mais les prix des matières premières, excepté le pétrole, baisseront vraisemblablement

Le commerce international continue à donner de l'élan à la croissance économique mondiale. Les flux commerciaux continuent de progresser à un taux deux fois plus élevé que celui de la production mondiale. Les grands pays en développement, comme la Chine et l'Inde, connaissent une dynamique d'exportation forte et durable. Un nombre non négligeable de pays en développement profitent d'une amélioration substantielle des termes de l'échange depuis ces dernières années, en raison principalement de la reprise des cours du pétrole et d'autres matières premières. Cependant, un certain nombre de pays importateurs de pétrole et exportateurs de produits agricoles ont connu d'importantes pertes de termes de l'échange du fait que les prix de certaines de leurs exportations ont baissé ou parce que les cours du pétrole ont monté plus rapidement que les prix de leurs exportations. En général, les prix des matières premières semblent avoir atteint un plateau et les perspectives pour beaucoup de matières premières, excepté le pétrole, indiquent une chute des prix.

Progrès limités dans les négociations commerciales multilatérales...

Les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du Cycle de Doha ont avancé durant la Sixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce tenue à Hong Kong (région administrative spéciale de Chine) en décembre 2005. Malgré les faibles attentes et même les prédictions qui prédisaient un autre échec, les résultats atteints peuvent être qualifiés de très modestes et marginaux, mais malgré tout positifs. L'engagement ministériel "d'achever complètement le programme de travail de Doha et de conclure avec succès en 2006 les négociations entamées à Doha" exigera des participants une volonté politique considérable afin de prendre des décisions hardies et de conclure les négociations dans un bref délai.

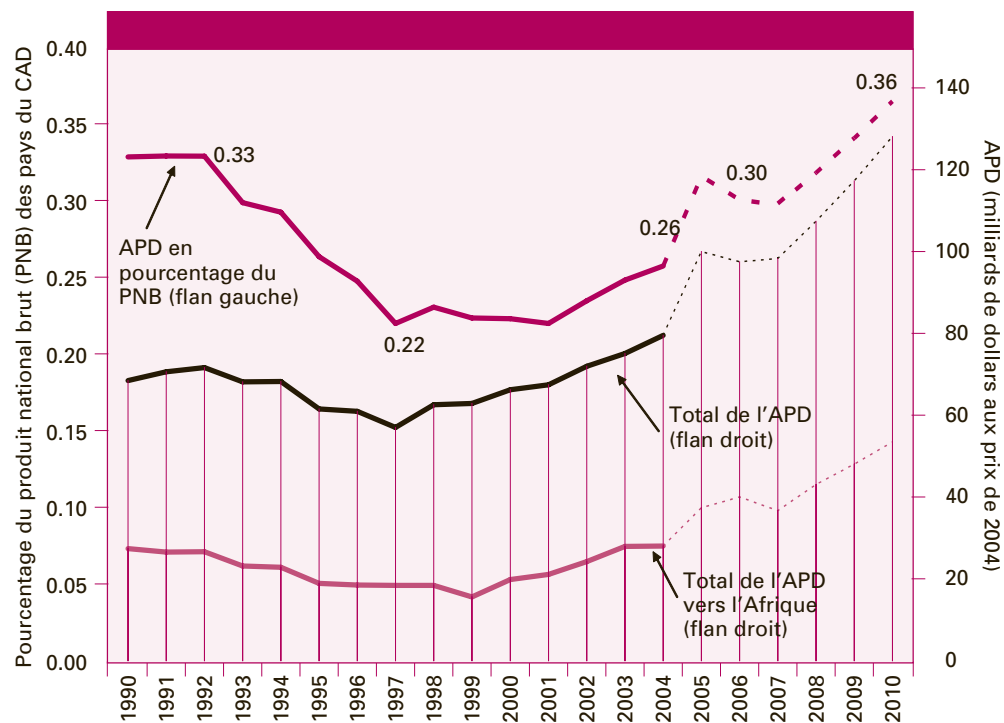
L'accord atteint à la Conférence ministérielle de Hong Kong constitue un petit pas vers le succès de l'Agenda du Programme. Premièrement, 2013 a été retenue comme date limite pour éliminer les subventions à l'exportation des produits agricoles des pays développés. Cependant, cet accord est conditionné par les futurs accords portant sur toutes les modalités de négociations. Il dépend également de l'établissement de règles multilatérales en matière de mesures de concurrence des exportations, telles que les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et des programmes d'assurance, ainsi que les pratiques génératrices de distorsions commerciales mises en place dans le cadre de l'aide alimentaire ou par les entreprises publiques de commercialisation de produits d'exportation. Malgré ces limites, cet accord représente une avancée de fonds en ce sens que l'agriculture est désormais soumise aux règles générales régissant le commerce multilatéral, lesquelles interdisent le recours aux subventions sur les exportations. Deuxièmement, un accord a été atteint concernant un "ensemble de mesures pour le développement" destiné aux PMA. Ces mesures reposent sur plusieurs décisions, y compris un droit d'entrée libre et la suppression des quotas consentie par les pays développés et les pays en développement sur "une base durable". Concrètement, la portée d'un tel traitement des exportations des PMA dépendra directement

de l'étendue des produits couverts. Si, par exemple, le textile et l'habillement (qui représentent 20 pour cent des exportations des PMA) sont exclus par certains pays développés, les gains d'une telle décision seront faibles. Quelques progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de l'initiative Aide au Commerce, qui fournira une assistance supplémentaire aux pays en développement, particulièrement les PMA, afin qu'il améliorent leurs capacités de production et leurs infrastructures commerciales et puissent ainsi bénéficier des opportunités offertes par la libéralisation du commerce. Troisièmement, une décision a été prise par des pays développés d'éliminer en 2006 toutes les subventions à l'exportation au coton. Cette décision n'aurait qu'un impact économique limité à moyen terme. Les mesures nationales de soutien aux producteurs de coton dans les pays développés affecteront bien plus les pays en développement exportateurs de coton, surtout ceux d'Afrique de l'Ouest. Les discussions portant sur ces mesures de distorsion de prix et du commerce doivent continuer dans le contexte général des négociations globales sur l'agriculture.

...et les tendances montrant une résurgence du protectionnisme

Parallèlement à ces avancées, des signes croissants de protectionnisme et d'autres distorsions au commerce mondial ont fait surface. Après l'expiration de l'Accord sur les textiles et l'habillement, l'Union européenne et les Etats-Unis ont imposé des plafonds à l'importation pour certains produits textiles chinois. Le recours à des barrières non tarifaires s'est accru partout dans le monde, limitant ainsi les progrès réalisés en matière de baisse tarifaire. Ceci a affecté négativement en partie les avancées réalisées par des tarifs plus bas. Enfin, il y a eu un bourgeonnement d'accords régionaux et bilatéraux de libre échange. Ceux-ci ont réduit

L'aide publique au développement (APD) s'accroît, mais reste insuffisante



Source:
OCDE/CAD.

Note:
Les données pour 2005-2010
sont des projections basées sur
des annonces de contributions
des Etats membres du CAD.

la portée du principe des tarifs de la nation la plus favorisée et ont ainsi exclu les produits d'exportation d'importance majeure pour les pays en développement. Ces politiques pourraient compromettre le succès final du Cycle de Doha.

Financement du développement

Malgré des conditions de financement plus favorables pour les pays en développement...

L'accès à la finance internationale s'est amélioré dans les pays en développement au cours de l'année dernière. Les flux de capitaux privés en direction des économies de marché nouvelles ont baissé en 2005, mais l'accès au marché continue d'être favorable et les coûts des financements extérieurs ont chuté à des niveaux historiquement bas. Ces conditions ont favorisé particulièrement les pays à économie de marché émergents. Ces développements méritent d'être suivis avec la plus grande attention. Les niveaux exceptionnellement bas des primes de risque liées aux emprunts extérieurs de ces pays peuvent susciter un optimisme exagéré des marchés financiers. Ceci pourrait être suivi d'un renversement soudain des flux de capitaux dans le futur et avoir des effets déstabilisateurs onéreux si le processus d'ajustement global entraîne un accroissement des taux d'intérêt ou des mouvements importants des taux de change des économies dominantes.

...les flux de transferts nets passent des pauvres aux riches

Malgré l'accroissement du financement par l'actionnariat privé et l'investissement étranger direct, les pays en développement transfèrent collectivement vers les pays développés beaucoup plus qu'ils ne reçoivent. Les transferts nets représentent les entrées de ressources financières moins les intérêts et autres paiements de revenus liés à l'investissement. Le caractère négatif des transferts dure depuis environ dix ans et reflète l'accroissement des surplus d'export réalisés par les pays en développement. Ces transferts se sont accrus de manière régulière et sont passés d'environ \$8 milliards en 1997 à \$483 milliards en 2005. Les transferts nets vers les pays les plus pauvres d'Afrique sub-Saharienne demeurent positifs mais ont baissé, atteignant \$2 milliards en 2005 contre \$7.5 milliards en 1997.

Une aide accrue mais toujours insuffisante

L'aide publique au développement (APD) en termes nominaux a récemment augmenté mais l'aide reçue par les PMA au cours de ces dernières années, une fois les flux de ressources comme l'aide d'urgence, la remise de la dette et l'aide à la reconstruction déduits, demeure très peu supérieure au niveau atteint d'il y a dix ans. Par contre, les perspectives d'aide au développement à moyen terme apparaissent très encourageantes en raison des engagements croissants des pays donateurs à augmenter leur assistance et à en améliorer la qualité. En dépit de ces engagements, la part de l'APD dans le produit national brut des pays du Comité d'aide au développement (CAD) n'atteint que 0.36 pour cent, c'est-à-dire très loin de l'objectif des 0.7 pour cent réaffirmé par le Sommet mondial de 2005 et donc en dessous de ce qui est nécessaire aux gouvernements des pays en développement pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement .

Renforcement de la coopération Sud-Sud

De nouveaux engagements ont été pris pour renforcer et étendre la coopération entre les pays en développement, ou coopération Sud-Sud, l'Organisation des Nations Unies étant à la tête de ces efforts. Outre la coopération technique, d'autres formes de coopération Sud-Sud se sont développées, notamment dans les domaines tels que la coopération financière et monétaire, la remise de la dette, et l'octroi de dons.

Progrès lent dans la mise en œuvre de l'Initiative d'allègement de la dette des HIPC

La mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (HIPC par son abréviation en anglais) continue de progresser, quoique lentement. La plupart des indicateurs portant sur la dette se sont améliorés. Cependant, les HIPC continuent de faire face à des difficultés liées aux contradictions potentielles entre les objectifs d'allègement de la dette, du maintien de cet allègement, de promotion de la croissance à long terme et de réduction de la pauvreté, ce d'autant plus que certains de ces pays sont obligés d'emprunter afin de financer leurs stratégies de réduction de la pauvreté. A moins qu'ils ne reçoivent des dons supplémentaires, bon nombre d'entre eux devront recourir à un nouvel emprunt pour financer les dépenses que représente la réduction de la pauvreté, ouvrant ainsi la voie à un nouveau cycle d'emprunt sur une grande échelle et à une dette non viable.

Surmonter le défi de réduction de la pauvreté

La récente amélioration de la croissance dans de nombreux pays pauvres n'est toujours pas assez forte pour permettre à ceux-ci d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015 et les autres objectifs de développement convenus au plan international. Au Sommet mondial de 2005, les dirigeants de la planète ont réitéré leurs engagements politiques déjà exprimés au cours des précédentes réunions internationales de haut niveau touchant les questions de développement, notamment les engagements figurant dans la Déclaration du Millénaire et le Consensus de Monterrey. Le défi pour tous les pays est de respecter ces engagements selon les niveaux et le calendrier convenus.